

LE SOIR

Pour un renouveau du partenariat euro-américain

n.c.

Mercredi 17 mars 2010

Carte blanche

Un collectif de signataires au nom du Think-tank Notre Europe, dont Etienne Davignon, Jacques Delors, Joschka Fischer, Romano Prodi, Guy Verhofstadt (*)

La décennie 2010 ne pouvait s'ouvrir sous de meilleurs auspices pour le partenariat euro-américain. Avec le Traité de Lisbonne désormais en vigueur et au début d'une nouvelle législature, l'Union européenne est finalement en condition d'ouvrir un nouveau chapitre de sa marche vers l'union. Les Etats-Unis de Barak Obama ont retrouvé, de leur côté, l'image positive et la crédibilité internationale qu'ils avaient perdues.

A priori, tous les ingrédients existent pour relancer et conforter un partenariat majeur entre l'Europe et les Etats-Unis : le président américain est admiré en Europe ; le discours américain a renoué avec les principes du multilatéralisme, du dialogue et de la négociation chers à toute stratégie européenne. La puissance cumulée des deux partenaires – qui représentent plus de la moitié de la richesse mondiale – ainsi que l'interdépendance de leurs économies dans la crise actuelle confortent la nécessité et l'importance d'une coopération euro-américaine sans faille. Or, la réalité ne suit pas encore. Face à la multitude des défis qui s'accumulent sur la scène internationale – le climat, les risques de nouvelles crises économiques, les crispations stratégiques au Moyen-Orient et en Russie – le partenariat euro-américain apparaît à la fois indispensable et insatisfaisant, toujours central mais toujours difficile à mettre en oeuvre. L'échec de la Conférence de Copenhague sur le climat, en décembre 2009, en fut une cuisante illustration. Ce paradoxe de la relation euro-américaine ne tient ni aux carences diplomatiques de tel ou tel responsable ni à des divergences massives et systématiques sur les grands dossiers de l'heure. C'est au contraire dans l'évolution même du contexte international, dans les bouleversements profonds que la mondialisation induit et impose à chacun des acteurs, que la volonté politique des deux partenaires se perd, absorbée par les complexités et les contraintes des dynamiques politiques intérieures. En une dizaine d'années, depuis l'an 2000, les fondements de la puissance américaine (la force militaire, l'excellence technologique, et la réussite économique), tout comme les certitudes de la construction européenne (la prospérité continue, l'adhésion des citoyens, et la séduction d'un modèle) se retrouvent profondément ébranlés. Et c'est de cette appréhension globale des effets de la mondialisation que dépendront aussi l'invention, la mise en oeuvre et le succès d'un nouveau partenariat euro-américain adapté au monde du XXI^e siècle.

Toutefois, la mondialisation n'est ni un destin implacable pour tous ni, à l'inverse, une garantie collective de prospérité. Elle est – et surtout sera – le résultat des stratégies et des compromis politiques, volontaires ou non, pacifiques ou non, qui émergeront du jeu complexe des relations internationales. L'élaboration et la mise en oeuvre d'un système de gouvernance relativement stable et consensuel de la mondialisation sont devenues en effet des enjeux majeurs pour l'ensemble des acteurs internationaux, qu'ils soient économiques, financiers ou politiques.

L'Union et les Etats-Unis ont un rôle et une responsabilité majeurs à assumer dans ce nouveau concert des puissances qui se met en place. Mais les relations euro-américaines ne peuvent plus être conçues et mises en oeuvre sur le modèle traditionnel qui les soutint pendant plus d'un demi-siècle. C'est pourquoi, rassemblé à l'initiative du think-tank Notre Europe, le Groupe de Haut Niveau sur l'avenir du partenariat euro-américain, composé d'anciens ministres et chefs de gouvernement européens, propose une approche nouvelle pour que le partenariat euro-américain devienne également un tremplin pour l'émergence d'un partenariat global.

L'Union européenne et ses Etats membres, ainsi que les Etats-Unis, doivent adopter d'abord et en urgence une nouvelle doctrine commune pour la maîtrise de la mondialisation, doctrine qui serait fondée sur les éléments suivants : la pratique et la promotion du multilatéralisme comme fondement des négociations internationales ; la recherche et l'acceptation d'un partage des souverainetés pour la gestion des enjeux globaux de la mondialisation ; la valorisation du partenariat euro-américain, moins comme condition du leadership occidental que comme tremplin pour l'émergence de partenariats globaux avec tous les acteurs de la scène internationale ; et le renoncement aux doubles démons euro-américains que furent l'illusion des souverainetés nationales d'un côté, l'illusion de l'hégémonie impériale de l'autre.

Pour l'Union européenne, l'urgence est d'autant plus forte que la mondialisation ne lui épargne aucune épreuve. Les risques d'une marginalisation de l'Union dans la mondialisation sont en effet majeurs. Si l'Europe veut continuer de peser sur l'évolution du monde et de l'Amérique, alors il est urgent que le Conseil européen se réapproprie l'ambition et la recherche d'une plus grande unité politique de l'Union. A l'heure de la mondialisation, l'Europe politique redevient en effet une idée neuve.

(*) Pour Notre Europe : Jerzy Buzek, président du Parlement européen (PPE-PE), ex-Premier ministre polonais ; Etienne Davignon, ancien commissaire européen, vice-président de Suez-Tractebel ; Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne ; Joschka Fischer, ancien vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères d'Allemagne ; Paavo Lipponen, ex-Premier ministre de Finlande ; Tommaso Padoa-Schioppa, ex-ministre italien des Finances, ancien membre du directoire de la Banque centrale européenne ; Romano Prodi, ex-Premier ministre italien, ex-président de la Commission européenne ; Guy Verhofstadt, ex-Premier ministre belge ; Nicole Gnesotto, professeur titulaire de la chaire sur l'Union européenne au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), vice-présidente de Notre Europe.